

Droit, Economie, Gestion Mention Droit Privé, sciences criminelles et carrières judiciaires Spécialité Droit privé fondamental

RNCP7374 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K2108, K1903, K2401, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Selon le métier exercé, le titulaire du Master Recherche Droit privé fondamental :

- assure des enseignements théoriques et pratiques auprès d'étudiants ou de personnes en formation continue
- assiste et conseille les étudiants dans leur travail
- dirige des recherches (mémoires, thèses...)
- participe à des programmes de recherche
- recherche, analyse et synthétise l'information
- valorise l'information
- publie articles et ouvrages
- participe à des colloques et manifestations scientifiques
- conseille ses employeurs ou ses clients
- rédige des actes juridiques
- prévient, anticipe ou gère les litiges
- représente ses employeurs ou ses clients
- assiste les magistrats dans la préparation de leurs décisions

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour mener à bien ses activités, le titulaire du Master Droit privé fondamental maîtrise :

- la méthodologie de la recherche
- la méthodologie du raisonnement juridique, et plus largement de la logique
- les techniques pédagogiques
- les techniques d'expression écrite et orale
- les techniques de recherche et d'analyse de l'information

Il est capable de :

- adapter son discours à ses interlocuteurs
 - poser les questions pertinentes sur le plan juridique
 - argumenter, écouter, négocier et convaincre
 - synthétiser et valoriser les informations
 - prendre des décisions
- Il connaît le droit et maîtrise l'outil bureautique.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du Master droit privé fondamental exerce le plus fréquemment dans le secteur public (universités, centres de recherche, institutions judiciaires, administrations). Il peut également exercer dans le privé (cabinets d'avocats, de conseil juridique, entreprises).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre aux métiers suivants, dont certains supposent d'avoir réussi au concours d'accès : - enseignant - chercheur (professeur, maître de conférences)

- chercheur
- magistrat
- avocat
- huissier de justice
- conseiller juridique
- responsable de service juridique
- cadre juridique dans l'administration ou en entreprise privée
- assistant de justice

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 3 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 497 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 584
Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	11 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur).

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002).

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site internet de l'Université Montpellier 1 : www.univ-montp1.fr, rubrique « information, orientation et insertion professionnelle », sous-rubrique « OBSIDE ».

Site internet de la Faculté de droit : www.droit.univ-montp1.fr, rubrique « nos formations ».

www.univ-montp1.fr

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/7374/>